

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 208

[C — 2003/27024]

19 DECEMBRE 2002. — Décret relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci. Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, allouer une aide par le biais de chèques-formation à la création d'entreprise, ci-après dénommés « chèques », à la personne qui désire s'installer comme travailleur indépendant ou créer une société, ci-après dénommée « le porteur de projet ».

Art. 3. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le porteur de projet doit suivre une formation dispensée ou supervisée par un opérateur de formation agréé tel que défini à l'article 9, ci-après dénommé « opérateur de formation agréé ». Il élabore un projet qui pourra, à terme, lui permettre :

1° soit de s'établir, en région de langue française, comme travailleur indépendant à titre principal et s'affilier à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants agréée;

2° soit de créer, en région de langue française, une des sociétés commerciales visées à l'article 2 du Code des sociétés, dans laquelle il est soit gérant, soit administrateur délégué, et qui correspond à la définition d'une entreprise au sens de l'annexe I^{er} du règlement (C.E.) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises.

§ 2. Est toutefois exclu le porteur de projet :

1° qui ne peut, le cas échéant, faire la preuve du respect des dispositions légales ou réglementaires fixant les conditions d'accès à la profession concernée, à l'exception des certificats donnant accès à la maîtrise en gestion et comptabilité qu'il pourra acquérir durant la phase d'élaboration du projet;

2° qui ne peut faire la preuve, le cas échéant, qu'il répond aux conditions fixées par la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

3° qui élabore un projet ne respectant pas les règles européennes régissant les aides sectorielles relatives aux secteurs suivants :

- a) les fibres synthétiques;
- b) le secteur de l'automobile;
- c) la construction navale;
- d) la sidérurgie;
- e) l'industrie charbonnière;
- f) les transports;
- g) l'agriculture;
- h) la pêche;

4° qui a été condamné à une peine privative de liberté de trois mois au moins, même conditionnellement, pour une des infractions prévues aux articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal et qui n' est pas réhabilité;

5° qui est, au moment de la demande d'aide, affilié, à titre principal, à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants agréée;

6° qui est, au moment de la demande d'aide, gérant ou administrateur délégué d'une société commerciale.

Art. 4. Le porteur de projet peut acquérir des chèques auprès de l'émetteur choisi par le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, au prix de 2,50 euros, à concurrence, par période de deux ans, d'un nombre maximum de mille quatre cent vingt-deux chèques. L'émetteur choisi est dénommé ci-après « l'émetteur ».

Le Gouvernement lui confie par convention, notamment, la vérification des conditions d'octroi dans le chef du porteur de projets, la transmission des renseignements relatifs aux opérateurs de formation agréés auprès des porteurs de projet, le suivi de la circulation des chèques et la transmission des statistiques.

Le Gouvernement peut adapter la valeur d'acquisition d'un chèque en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Art. 5. § 1^{er}. Le chèque est destiné à permettre au porteur de projet de couvrir, en compensation, une heure prestée personnellement pour élaborer ou initier son projet d'entreprise, ce qui constitue une formation préparatoire à la mise en œuvre du projet.

Dans ce cas, le nombre maximum de chèques est limité à cinq cent vingt-deux chèques par porteur de projet, et ceux-ci ne peuvent être utilisés que pendant une période de six mois maximum précédant le lancement de l'activité et à raison de quatre-vingt-sept chèques par mois au maximum.

Le paiement des chèques est subordonné au suivi du porteur de projet par un opérateur de formation agréé, à raison d'au moins une heure de formation individuelle-accompagnement par dix heures prestées personnellement par le porteur de projet.

L'opérateur est chargé du contrôle des justificatifs de ces heures prestées personnellement produits par le porteur de projet.

Toutefois, ne peut bénéficier de cette aide le porteur de projet qui bénéficie :

- 1° de revenus professionnels;
- 2° d'allocations de chômage ou d'attente;
- 3° de revenus d'intégration;
- 4° de revenus de remplacement;
- 5° de l'aide sociale financière.

§ 2. Le chèque est également destiné à couvrir une demi-heure de formation relative à des sujets qui ont un rapport étroit avec le projet, en petits groupes auprès d'un opérateur de formation agréé.

Dans ce cas, le nombre maximum de chèques est limité à trois cents chèques par porteur de projet, et ceux-ci ne peuvent être utilisés que pendant une période de douze mois maximum précédant le lancement de l'activité et à raison de cent chèques par mois au maximum.

§ 3. Le chèque est également destiné à couvrir vingt minutes de formation individuelle-accompagnement auprès d'un opérateur de formation agréé. Ces formations doivent s'inscrire dans un processus d'acquisition des connaissances nécessaires au développement du projet.

Dans ce cas, le nombre maximum de chèques est limité à six cents chèques par porteur de projet, et ceux-ci ne peuvent être utilisés que pendant une période de douze mois maximum précédant le lancement de l'activité et à raison de cent chèques par mois au maximum.

Néanmoins, cent cinquante chèques, parmi les six cents chèques visés à l'alinéa 2, peuvent être utilisés pendant une période de six mois maximum suivant le lancement de l'activité.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, les chèques ne peuvent être valorisés qu'à concurrence de 50 % maximum des heures de formation individuelle-accompagnement suivies.

§ 4. Le Gouvernement peut adapter les nombres de chèques et les périodes d'utilisation visés aux paragraphes 1^{er} à 3. Dans ce cas, le Gouvernement tient compte du rapport d'évaluation visé à l'article 14, alinéa 1^{er}.

Art. 6. Le porteur de projet s'engage à fournir annuellement à l'opérateur de formation agréé, pendant une période de cinq ans suivant le début de l'activité :

- 1° les derniers comptes annuels disponibles;
- 2° la dernière déclaration à l'Office national de Sécurité sociale;
- 3° la structure de son personnel.

L'opérateur de formation agréé fournit annuellement à l'administration un rapport relatif aux porteurs de projets formés pendant une période de cinq ans suivant le début de l'activité de ces porteurs.

Art. 7. Après avoir été réceptionné par l'opérateur de formation agréé, le chèque est payé par l'émetteur pour un montant de 12,50 euros, selon des modalités déterminées par le Gouvernement :

- 1° au porteur de projet dans le cas visé à l'article 5, § 1^{er};
- 2° à l'opérateur de formation agréé dans les cas visés à l'article 5, §§ 2 et 3.

Le Gouvernement peut adapter ce montant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Art. 8. § 1^{er}. Il est instauré une commission d'agrément chargée de remettre un avis sur l'octroi, le renouvellement, la suspension et le retrait d'agrément de chaque opérateur de formation agréé, notamment selon les critères suivants :

- 1° le professionnalisme et la qualité des services rendus;
- 2° la capacité d'analyse de la pertinence des projets;
- 3° la capacité de réorienter le porteur de projet;
- 4° l'encadrement;
- 5° le respect des conditions liées au contrôle du système;

6° le rapport, compte tenu du public cible et de la nature des projets, entre le nombre de chèques utilisés par l'ensemble des porteurs de projets formés par l'opérateur de formation agréé et le nombre de postes de travail créés par ceux-ci durant les cinq années qui suivent le lancement de l'activité;

7° le nombre de faillites intervenues chez les porteurs de projets formés par l'opérateur de formation agréé, compte tenu du public cible et de la nature des projets, durant les cinq années qui suivent le lancement de l'activité.

Les critères visés à l'alinéa 1^{er}, 5° à 7°, ne valent que pour l'avis relatif au renouvellement, à la suspension et au retrait d'agrément.

Le Gouvernement peut préciser, sur proposition de la commission d'agrément, les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La commission d'agrément se compose :

1° d'un président représentant le Ministre ayant la Formation dans ses attributions;

2° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement;

3° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement;

4° d'un représentant du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, sauf s'il possède le titre de vice-président, qui siège avec voix consultative;

5° de quatre membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs, dont un membre et un suppléant représentant le secteur de l'économie sociale marchande;

6° de quatre membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

7° d'un représentant de l'administration, qui siège avec voix consultative et qui assure le secrétariat de la commission.

§ 3. Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il est renouvelable. Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisation qu'il représente.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé par son suppléant pour la période qui reste à couvrir.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission sur proposition des organismes qu'ils représentent, en ce qui concerne les membres visés au paragraphe 2, 5° et 6°.

La commission d'agrément arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 9. Par opérateur de formation, il faut entendre les structures d'aide et d'assistance aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises qui apportent la preuve d'une expérience utile dans l'accompagnement et la formation de porteurs de projets et qui peuvent être agréées par le Gouvernement après avis de la commission visée à l'article 8.

Toutefois, les structures d'aide et d'assistance aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises peuvent développer ces formations via un partenariat avec des organismes de formation expérimentés.

Art. 10. Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi d'agrément des opérateurs de formation.

Il détermine également la procédure de renouvellement, de suspension et de retrait d'agrément.

Art. 11. Le Gouvernement est chargé des missions suivantes qu'il peut déléguer à ses services :

1° promouvoir la mesure définie par le présent décret en veillant à respecter l'égalité de traitement entre les opérateurs de formation;

2° fournir aux porteurs de projets tous renseignements relatifs à la mise en œuvre du décret;

3° assister les porteurs de projets dans leurs démarches;

4° lancer un appel d'offres, choisir l'émetteur de chèques et établir une convention avec celui-ci;

5° gérer les budgets consacrés à la mesure;

6° délivrer un certificat aux porteurs de projets;

7° réaliser les rapports visés à l'article 14;

8° réaliser un rapport d'évaluation conjoint, en collaboration avec les services désignés par le décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité.

Art. 12. L'agrément est octroyé et renouvelé par le Gouvernement conformément à l'article 8.

L'agrément en cours peut être retiré par le Gouvernement selon les procédures qu'il détermine, lorsque l'opérateur agréé cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par le décret.

Dans les mêmes cas, l'agrément peut également être suspendu par le Gouvernement pour une durée maximale de six mois, lorsqu'il estime que la situation de l'opérateur agréé est susceptible de régularisation dans le délai qu'il fixe.

Les propositions de décision de suspension ou de retrait sont soumises à l'avis de la commission d'agrément.

La commission d'agrément se prononce après avoir entendu les représentants de l'opérateur agréé concerné.

Le Gouvernement peut récupérer l'aide indûment versée conformément au chapitre III du titre Ier des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 13. L'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels est complété comme suit :

« 10° le décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise. »

Art. 14. Le Gouvernement remet chaque année au Conseil régional wallon un rapport d'évaluation sur l'application du présent décret.

Il transmet également à la Commission européenne, dans un délai de trois mois après l'expiration de chaque année civile, un rapport relatif à l'application du présent décret.

Art. 15. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 420 (2002-2003), n^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance publique du 18 décembre 2002

Discussion - Vote.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 208

[C — 2003/27024]

**19 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de cheques
voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan. Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Onder de voorwaarden in dit decreet bedoeld en binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering aan de persoon die zich als zelfstandige wil vestigen of die een vennootschap wil oprichten, hierna « de projectdrager » genoemd, een tegemoetkoming verlenen in de vorm van cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, hierna « cheques » genoemd.

Art. 3. § 1. Om voor de tegemoetkoming in aanmerking te kunnen komen, moet de projectdrager een opleiding volgen die door een erkende opleidingsverstrekker zoals omschreven in artikel 9, en hierna « erkende opleidingsverstrekker » genoemd, verstrekt wordt of onder diens toezicht staat. Hij werkt een project uit aan de hand waarvan hij op termijn :

1° ofwel zich in het Franse taalgebied zal kunnen vestigen als zelfstandige als hoofdbedrijvigheid of zich zal kunnen aansluiten bij een erkende Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen;

2° ofwel in het Franse taalgebied één van de handelsvennootschappen bedoeld in artikel 2 van het Wetboek der vennootschappen zal kunnen oprichten en waarvan hij ofwel beheerder, ofwel afgevaardigd bestuurder wordt en die overeenstemt met de begripsomschrijving van een onderneming in de zin van bijlage I bij de verordening (E.G.) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 2. Uitgesloten wordt evenwel de projectdrager :

1° die in voorkomend geval niet kan bewijzen dat hij de wets- of regelgevende bepalingen naleeft waarbij de voorwaarden voor de toegang tot het betrokken beroep vastgesteld worden, met uitzondering van de getuigschriften die toegang verlenen tot een mastergraad in beheer en boekhouding die hij tijdens de uitwerkingsfase van het project zal kunnen verwerven;

2° die in voorkomend geval niet kan bewijzen dat hij aan de voorwaarden beantwoordt die vastgesteld zijn bij de Kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

3° die een project uitwerkt dat de Europese regels over de sectorale steun aan volgende sectoren niet naleeft :

- a) kunstvezels;
- b) automobielsector;
- c) scheepsbouw;
- d) staalnijverheid;
- e) steenkoolnijverheid;
- f) vervoer;
- g) landbouw;
- h) visvangst;

4° die veroordeeld is tot een vrijheidsstraf van minstens drie maanden, zelfs voorwaardelijk, wegens één der overtredingen bedoeld in de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek en die niet in ere is hersteld;

5° die, op het ogenblik waarop de tegemoetkoming wordt aangevraagd, hoofdzakelijk aangesloten is bij een erkende Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen;

6° die, op het ogenblik waarop de tegemoetkoming wordt aangevraagd, beheerder of afgevaardigd bestuurder is van een handelsvennootschap.

Art. 4. De projectdrager kan cheques aankopen bij de uitgever die de Regering op de door hem bepaalde wijze gekozen heeft, tegen de prijs van 2,50 euro voor een maximaal aantal van duizend vierhonderd tweeëntwintig cheques per tweejaarlijkse periode. De gekozen uitgever wordt hierna « de uitgever » genoemd.

5° Hem wordt door de Regering bij overeenkomst meer bepaald de taak toevertrouwd om te controleren of de projectdrager aan de toekenningsvoorwaarden beantwoordt, om de inlichtingen met betrekking tot de erkende opleidingsverstrekkers aan de projectdragers over te maken, om het chequeverkeer op te volgen en de statistieken over te maken.

6° De Regering kan de aankoopwaarde van een cheque aanpassen aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Art. 5. § 1. De cheque is bestemd om de projectdrager in de mogelijkheid te stellen om als compensatie een uur te dekken dat hij persoonlijk gepresteerd heeft voor de uitwerking of de opstarting van zijn bedrijfsproject, wat een voorbereidende opleiding voor de implementering van zijn project vormt.

In dat geval wordt het maximaal aantal cheques beperkt tot honderd tweeëntwintig cheques per projectdrager die enkel gebruikt kunnen worden tijdens een periode van hoogstens zes maanden vóór het opstarten van de bedrijvigheid en tegen hoogstens zevenentachtig cheques per maand.

De betaling der cheques wordt onderhevig gemaakt aan de opvolging van de projectdrager door een erkende opleidingsverstrekker *a rato* van minstens één uur individuele opleiding-begeleiding per tien uur die de projectdrager persoonlijk gepresteerd heeft.

De opleidingsverstrekker wordt belast met de controle over de bewijsstukken voor de persoonlijk gepresteerde uren die de projectdrager voorgelegd heeft.

Voor die tegemoetkoming komt evenwel niet in aanmerking de projectdrager met :

- 1° een beroepsinkomen;
- 2° werklozensteun of wachtgeld;
- 3° een integratie-inkomen;
- 4° vervangingsinkomsten;
- 5° financiële sociale bijstand.

§ 2. De cheque is eveneens bestemd om een halfuur opleiding te dekken met betrekking tot items die in nauw verband staan met het project en die in kleine groepen gevolgd worden bij een erkende opleidingsverstrekker.

In dat geval wordt het maximaal aantal cheques beperkt tot driehonderd cheques per projectdrager, die enkel gebruikt kunnen worden tijdens een periode van hoogstens twaalf maanden vóór het opstarten van de bedrijvigheid en *a rato* van hoogstens honderd cheques per maand.

§ 3. De cheque is eveneens bestemd om twintig minuten individuele opleiding-begeleiding te dekken die gevolgd wordt bij een erkende opleidingsverstrekker. Die opleidingen dienen plaats te vinden in het kader van een proces voor het aanleren van de kennis noodzakelijk voor de ontwikkeling van het project.

In dat geval wordt het maximaal aantal cheques beperkt tot zeshonderd cheques per projectdrager, die enkel gebruikt kunnen worden tijdens een periode van hoogstens twaalf maanden vóór het opstarten van de bedrijvigheid en *a rato* van hoogstens honderd cheques per maand.

Er kunnen evenwel honderd vijftig cheques van de zeshonderd bedoeld in het tweede lid worden gebruikt tijdens een periode van hoogstens zes maanden na het opstarten van de bedrijvigheid.

In het geval bedoeld in het derde lid kunnen de cheques enkel gevaloriseerd worden tegen hoogstens 50 % van de gevolgde uren individuele opleiding-begeleiding.

§ 4. De Regering kan de aantallen cheques en de periodes waarin ze gebruikt kunnen worden zoals bedoeld in de paragrafen 1 tot en met 3, aanpassen. In dat geval houdt de Regering rekening met het evaluatieverslag bedoeld in artikel 14, eerste lid.

Art. 6. De projectdrager verbindt zich ertoe de erkende opleidingsverstrekker jaarlijks over een periode van vijf jaar volgend op de aanvang van de bedrijvigheid voor te leggen :

- 1° de laatst beschikbare jaarrekeningen;
- 2° de laatste aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- 3° de personeelsstructuur.

De erkende opleidingsverstrekker maakt jaarlijks aan het bestuur een verslag over met betrekking tot de projectdragers die zijn opgeleid tijdens een periode van vijf jaar volgend op de aanvang van hun bedrijvigheid.

Art. 7. Na inontvangstname door de erkende opleidingsverstrekker wordt de cheque door de uitgever betaald ter hoogte van een bedrag van 12,50 euro, op de door de Regering bepaalde wijze :

- 1° aan de projectdrager in het geval bedoeld in artikel 5, § 1;
- 2° aan de erkende opleidingsverstrekker in de gevallen bedoeld in artikel 5, §§ 2 en 3.

De Regering kan dat bedrag aanpassen aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Art. 8. § 1. Er wordt een erkenningscommissie ingesteld die belast is met het uitbrengen van een advies over de toekenning, de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning van elke erkende opleidingsverstrekker, meer bepaald aan de hand van volgende criteria :

- 1° het professionalisme en de kwaliteit van de dienstverlening;
- 2° het vermogen om de relevantie van de projecten te analyseren;
- 3° het vermogen om de projectdrager te heroriënteren;
- 4° de begeleiding;
- 5° de naleving van de voorwaarden verbonden aan de controle op het systeem;

6° de verhouding, rekening houdend met het doelpubliek en de aard van de projecten, tussen het aantal cheques gebruikt door alle projectdragers die zijn opgeleid door de erkende opleidingsverstrekker en het aantal arbeidsplaatsen die zij hebben gecreëerd tijdens de vijf jaar volgend op het opstarten van de bedrijvigheid;

7° het aantal faillissementen die voorgekomen zijn bij de projectdragers die door de erkende opleidingsverstrekker gevormd zijn, rekening houdend met het doelpubliek en de aard van de projecten, tijdens de vijf jaar volgend op het opstarten van de bedrijvigheid.

De criteria bedoeld in het eerste lid, 5° tot en met 7°, gelden enkel voor het advies met betrekking tot de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning.

Op voorstel van de erkenningscommissie kan de Regering de criteria bedoeld in het eerste lid nader bepalen.

§ 2. De erkenningscommissie bestaat uit :

- 1° één voorzitter die de Minister bevoegd voor de Opleiding vertegenwoordigt;
- 2° één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering;
- 3° één vertegenwoordiger van elke Vice-President van de Regering;
- 4° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Begrotingszaken, behalve als laatstgenoemde de titel van vice-president voert, en die met raadgevende stem zetelt;
- 5° van vier volle en evenveel vervangende leden die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, waaronder één vol en één vervangend lid dat de sector van de commerciële sociale economie vertegenwoordigt;
- 6° vier volle en evenveel vervangende leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 7° één vertegenwoordiger van het bestuur, die met raadgevende stem zetelt en die het secretariaat van de commissie waarneemt.

§ 3. Het mandaat van de leden heeft een duur van drie jaar. Het is hernieuwbaar. Het wordt beëindigd :

- 1° bij ontslag;
- 2° indien de organisatie die een lid heeft voorgedragen, om diens vervanging verzoekt;
- 3° indien een lid niet meer deel uitmaakt van de organisatie die hij vertegenwoordigt.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór verstrijken ervan wordt door diens plaatsvervanger vervangen voor de nog lopende periode.

De Regering wijst de leden van de commissie aan op voordracht van de organismen die zij vertegenwoordigen, wat betreft de leden bedoeld in paragraaf 2, 5° en 6°.

De erkenningscommissie stelt diens huishoudelijk reglement vast, dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

Art. 9. Onder opleidingsverstrekker dienen te worden verstaan de structuren die hulp en bijstand verlenen aan de zelfstandigen en aan de kleine en middelgrote ondernemingen die het bewijs van een nuttige ervaring voorleggen op het vlak van begeleiding en opleiding van projectdragers en die door de Regering erkend kunnen worden na advies van de commissie bedoeld in artikel 8.

De structuren die hulp en bijstand verlenen aan de zelfstandigen en aan de kleine en middelgrote ondernemingen, kunnen die opleidingen evenwel ontwikkelen in een samenwerkingsverband met ervaren opleidingsinstellingen.

Art. 10. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van de erkenning van de opleidingsverstrekkers.

Hij bepaalt eveneens de procedure voor de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning.

Art. 11. De Regering is belast met de volgende opdrachten die hij aan zijn diensten kan overdragen :

1° de maatregel omschreven in dit decreet bevorderen, waarbij gewaakt wordt over de gelijke behandeling van alle opleidingsverstrekkers;

2° de projectdragers alle inlichtingen verstrekken over de uitvoering van het decreet;

3° de projectdragers bijstaan in de stappen die zij in dat verband moeten ondernemen;

4° een offertenaanvraag verrichten, de uitgever van de cheques kiezen en met hem een overeenkomst afsluiten;

5° de budgetten beheren die besteed worden aan de maatregel;

6° een getuigschrift afleveren aan de projectdragers;

7° de verslagen bedoeld in artikel 14 opstellen;

8° een gezamenlijk evaluatieverslag opstellen in samenwerking met de diensten vernoemd bij het decreet van 15 februari 2001 betreffende de prestartpremies.

Art. 12. De erkenning wordt verleend en hernieuwd door de Regering overeenkomstig artikel 8.

De lopende erkenning kan door de Regering ingetrokken worden op de door hem bepaalde wijze, indien de erkende opleidingsverstrekker ophoudt één van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in het decreet te vervullen.

In dezelfde gevallen kan de erkenning eveneens opgeschort worden door de Regering voor een maximumduur van zes maanden, indien hij van mening is dat de toestand van de erkende opleidingsverstrekker geregulariseerd kan worden in de door hem bepaalde periode.

De voorstellen tot beslissing in verband met de opschorting en de intrekking worden voor advies aan de erkenningscommissie voorgelegd.

De erkenningscommissie spreekt zich uit na de vertegenwoordigers van de betrokken erkende opleidingsverstrekkers te hebben gehoord.

De Regering kan de tegemoetkoming die onverschuldigd gestort is overeenkomstig hoofdstuk III van titel I van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit terugvorderen.

Art. 13. Artikel 2, eerste lid, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing wordt aangevuld als volgt :

« 10° het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming ».

Art. 14. De Regering dient jaarlijks een evaluatieverslag bij de Waalse Gewestraad in over de toepassing van dit decreet.

Hij maakt eveneens een verslag over de toepassing van dit decreet aan de Europese Commissie over, binnen een termijn van drie maanden na het einde van elk kalenderjaar.

Art. 15. De Regering bepaalt de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 420 (2002-2003), nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2002.

Bespreking - Stemming.